



Assemblée Générale

Distr.
GENERALE

A/CONF.157/PC/62/Add.13
27 avril 1993

Original: FRANCAIS

CONFERENCE MONDIALE SUR LES DROITS DE L'HOMME
Comité préparatoire
Quatrième session
Genève, 19-30 avril 1993
Point 5 de l'ordre du jour

ETAT D'AVANCEMENT DES PUBLICATIONS, DES ETUDES ET DE LA
DOCUMENTATION A ETABLIR POUR LA CONFERENCE MONDIALE

Note du Secrétariat

Additif

Contribution du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard
des femmes

L'attention du Comité préparatoire est attirée sur la contribution ci-jointe présentée par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW). Le président du Comité a attiré l'attention du Comité préparatoire sur les délibérations et les documents que CEDAW a adopté lors de sa douzième session tenue à Vienne du 18 janvier au 5 février 1993 dans la lettre suivante:

"Dans sa suggestion 4, CEDAW reconnaît les efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies pour promouvoir le respect des droits individuels et des libertés fondamentales des femmes, mais constate en même temps, que malgré tous ces efforts, les femmes continuent à être l'objet de discrimination dans tous les pays du monde.

Le Comité a recommandé à la Conférence que tous les efforts possibles soient déployés afin que le principe de l'indivisibilité et de l'interdépendance des droits de l'homme soit proclamé à la Conférence de Vienne étant donné qu'il est l'esprit même de la Convention sur l'élimination de toutes les discriminations à l'égard des femmes (résolution 34/180 de l'Assemblée générale).

CEDAW dans cette suggestion sollicite la Conférence mondiale pour que la Convention puisse être mise sur un pied d'égalité avec les autres conventions relatives aux droits de l'homme.

Le Comité recommande, entre autres, que lors de la discussion globale sur le problème des réserves aux instruments relatifs aux droits de l'homme, une attention particulière soit donnée à la Convention sur

l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes - le traité international du domaine des droits de l'homme avec le plus grand nombre de réserves.

Répondant à la suggestion faite par l'intermise de la résolution 1992/93 de la sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, le Comité a émis l'avis que les Etats parties, lors de la Conférence mondiale des droits de l'homme devraient soulever la question de la validité de l'effet juridique des réserves à la Convention dans le contexte des réserves à d'autres traités relatifs aux droits de l'homme.

CEDAW s'engagera à ce qu'une étude soit réalisée sur la possibilité d'élaborer des protocoles facultatifs à la Convention.

Le Comité dans l'esprit également de sa recommandation 19 sur la violence à l'égard des femmes, recommande au Comité préparatoire d'envisager, entre autres directives, d'inclure dans le document pour la Conférence, que tous les rapporteurs spéciaux tiennent compte, dans leur travaux, de la discrimination fondée sur le sexe et de différentes formes de violence dirigée contre les femmes.

Je vous serais reconnaissante si les suggestions faites par CEDAW pour la Conférence mondiale sur les droits de l'homme puissent être portées à l'attention de Comité préparatoire et avoir le suivi de la procédure appropriée."

PART I

Suggestion N° 4Conférence mondiale sur les droits de l'homme (1993)Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes,

Soulignant que les buts et principes de la Charte des Nations Unies sont notamment de réaliser la coopération internationale en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous sans distinction de sexe et que les femmes ont droit à l'entière protection des droits consacrés par la Déclaration universelle des droits de l'homme (résolution 217 A (III) de l'Assemblée générale, annexe), les pactes internationaux relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels et aux droits civils et politiques (résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale, annexe), la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (résolution 39/46 de l'Assemblée générale, annexe), la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (résolution 2106 A (XX) de l'Assemblée générale, annexe), la Convention relative aux droits de l'enfant (résolution 44/25 de l'Assemblée générale, annexe) et les autres instruments des droits de l'homme internationaux et régionaux, outre les garanties expresses qu'énonce la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (résolution 34/180 de l'Assemblée générale, annexe),

Affirmant l'importance des efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies pour promouvoir le respect des droits individuels et des libertés fondamentales des femmes,

Conscient de la contribution de la Commission de la condition de la femme à la protection des droits individuels des femmes et à l'élimination de la discrimination dont les femmes font l'objet,

Constatant avec préoccupation que les femmes continuent partout dans le monde à faire l'objet d'une discrimination en ce qui concerne la reconnaissance, la jouissance et l'exercice de leurs droits individuels dans la vie publique et privée et à subir des violences,

Demandant que les violations susmentionnées et autres violations graves des droits individuels des femmes soient combattues plus efficacement par le programme des Nations Unies pour la promotion et la protection des droits de l'homme,

Ayant examiné les progrès réalisés dans le domaine des droits de l'homme depuis l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et les obstacles qui s'opposent au plein exercice des droits individuels des femmes et des hommes,

1. Recommande à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme que des efforts soient déployés pour faire appliquer le principe reconnu dans la Proclamation de Téhéran, adoptée à la Conférence internationale des droits de l'homme en 1968, à savoir que les droits de l'homme sont liés, interdépendants et indivisibles a/, interdépendance également consacrée dans la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (résolution 34/180 de l'Assemblée générale, annexe); et en conséquence que :

a) Des informations et des analyses par sexe fassent partie intégrante de l'application de tous les instruments sur les droits de l'homme;

b) Une attention égale soit accordée aux droits civiques, politiques, économiques, sociaux et culturels;

c) Le principe selon lequel la promotion d'une de ces catégories de droits ne devrait jamais exempter l'Etat concerné de promouvoir ou de protéger les autres droits soit respecté et qu'on ne laisse pas l'extrémisme, religieux ou autre, priver les femmes de leurs droits individuels.

2. Recommande également que des efforts soient faits pour encourager les Etats qui ne l'ont pas encore fait à ratifier la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ou à y adhérer.

3. Recommande que les Etats parties à la Convention amendent, au besoin, leur législation de manière à la rendre conforme aux obligations découlant de la Convention.

4. Recommande aussi qu'en ce qui concerne le grand nombre et la vaste portée des réserves apportées à la Convention, dont certaines semblent susciter des interrogations quant à leur compatibilité avec l'objet et le but de la Convention :

a) Les Etats parties qui ont apporté des réserves les examinent afin de voir si elles ne sont pas en contradiction avec celles qu'ils ont émises à l'égard de toutes les conventions relatives aux droits de l'homme;

b) Les Etats parties qui ont apporté des réserves examinent régulièrement si leurs réserves sont toujours nécessaires et opportunes en vue de les retirer;

c) Les Etats envisageant de ratifier la Convention ou d'y adhérer réduisent au minimum le nombre et la portée de leurs réserves et qu'ils fassent des réserves aussi précises que possible;

d) Les Etats parties envisagent sérieusement la possibilité d'élever des objections aux réserves d'autres Etats lorsque cela est approprié.

5. Recommande également que les Etats parties nomment aux organes chargés de veiller à l'application des instruments relatifs aux droits de l'homme des candidates en vue d'arriver à une composition plus équilibrée d'hommes et de femmes dans tous ces organes.

6. Recommande en outre qu'afin de mettre la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes sur le même plan que les autres conventions relatives aux droits de l'homme :

a) Une étude soit réalisée sur la possibilité d'élaborer des protocoles facultatifs à la Convention;

b) Des mesures soient prises pour modifier la Convention de manière à prévoir assez de temps pour les réunions en éliminant la restriction énoncée à l'article 20;

c) Les services de secrétariat du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes soient assurés à la fois par le Centre pour les droits de l'homme et par la Division de la promotion de la femme du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et que les lieux de réunion soient fixés en conséquence.

7. Recommande par ailleurs que, compte tenu du fait que dans sa recommandation générale N° 19 concernant la violence à l'égard des femmes b/, le Comité a confirmé que la définition de la discrimination donnée dans la Convention comprend la violence :

a) Des mesures visant à améliorer la protection internationale des femmes contre la violence soient élaborées;

b) Tous les rapporteurs spéciaux tiennent compte dans leurs travaux de la discrimination fondée sur le sexe et de la violence dirigée contre les femmes;

c) Les Etats soient priés de prendre des mesures concrètes pour prévenir la violence à l'égard des femmes au sein de la famille et en dehors et y répondre.

8. Recommande également que, pour intégrer pleinement la défense des droits individuels des femmes au dispositif institutionnel sur les droits de l'homme, en particulier au travail de tous les organes créés en vertu d'instruments internationaux, des rapporteurs et des groupes de travail, qu'ils soient chargés d'étudier une question précise ou bien la situation dans un pays donné, ainsi que des experts nommés dans le cadre du programme de services consultatifs, dans les domaines de leurs compétences :

a) La formation et les services consultatifs au niveau national comportent des analyses et des rapports ventilés par sexe;

b) Des évaluations périodiques de l'efficacité des mécanismes de l'ONU en ce qui concerne la question des violations des droits individuels des femmes soient entreprises.

9. Recommande en outre que les organisations du système des Nations Unies :

a) Prennent des mesures pour instaurer une coordination efficace en matière d'évaluation périodique entre le système des Nations Unies et les organes internationaux et régionaux des droits de l'homme;

b) Veillent à ce que des ressources financières et humaines appropriées soient affectées à cette fin;

c) Veillent à ce que les institutions internationales de développement et de financement utilisent, dans leur évaluation du développement des pays, un critère permettant de déterminer si les femmes peuvent effectivement exercer les droits garantis par la Convention;

d) Prennent conscience qu'il convient d'accroître la participation des ONG compétentes en ce qui concerne les droits individuels des femmes et le développement à toutes les activités des Nations Unies en rapport avec les droits de l'homme, y compris aux activités des institutions spécialisées, si nécessaire.

10. Recommande par ailleurs que le Secrétaire général soit prié :

a) D'appliquer les objectifs de 35 % de femmes dans la catégorie des administrateurs et de 25 % de femmes aux postes de la classe D-1 et aux postes de rang supérieur en 1995;

b) De prendre des mesures pour assurer des ressources adéquates tant humaines que financières aux travaux du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes;

c) D'assurer aux fonctionnaires de l'ONU et du système des Nations Unies s'occupant des droits de l'homme une formation aux questions concernant les femmes, notamment en matière d'analyse.

11. Réaffirme que le déni des droits politiques, économiques, sociaux et culturels et les programmes d'ajustement structurel ont eu dans de nombreux pays une incidence négative sur les femmes, ce qui est encore aggravé par le fait que ces programmes n'accordent pas une attention spéciale aux femmes et que celles-ci continuent de faire l'objet d'une discrimination dans la famille et en dehors, et recommande en conséquence que les Etats garantissent :

a) La pleine réalisation des droits politiques, économiques, sociaux et culturels;

b) La participation des femmes, sur un pied d'égalité, au processus de développement, y compris aux stades de la planification, de la prise de décisions et de la mise en oeuvre;

c) Une atténuation des effets négatifs des programmes d'ajustement structurel sur les droits individuels des femmes et leurs possibilités de se nourrir, de se loger, d'avoir accès à des soins de santé et d'obtenir un revenu.

12. Recommande que les Etats encouragent l'élaboration de politiques afin de veiller à ce que soient prises des mesures pour :

a) Protéger les femmes en tant que groupe vulnérable dans des situations de troubles civils;

b) Prévenir les violences à l'égard des femmes en cas de conflit armé intérieur ou international et à y répondre;

c) Veiller à ce que des femmes participent au processus de médiation et de règlement de tels conflits.

Notes

a/ Acte final de la Conférence internationale des droits de l'homme, Téhéran, 22 avril-13 mai 1968 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.68.XIV.2), p. 3.

b/ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-septième session, Supplément N° 38 (A/47/38), sect. I.

PART II

MESURES PRISES PAR LE COMITE POUR L'ELIMINATION DE LA DISCRIMINATION
A L'EGARD DES FEMMES EN REPONSE A LA RESOLUTION 1992/3
DE LA SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES MESURES
DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION DES MINORITES

1. Le Comité a accueilli favorablement la suggestion faite par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités, contenue dans sa résolution 1992/3 intitulée "Formes contemporaines d'esclavage", tendant à prier le Secrétaire général de recueillir les vues du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et de la Commission de la condition de la femme sur la question de savoir s'il serait souhaitable d'avoir un avis consultatif sur la valeur et l'effet juridique des réserves concernant la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (voir E/CN.4/1993, chap. II, sect. A).

2. Le Comité a rappelé que la question des réserves à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes avait été soulevée par le Comité lors des sessions antérieures et que, à sa onzième session, le Comité avait notamment recommandé, dans sa recommandation générale 20 a/, qu'à propos des préparatifs de la Conférence mondiale des droits de l'homme en 1993, les Etats parties devraient soulever la question de la validité et de l'effet juridique des réserves à la Convention dans le contexte des réserves à d'autres traités relatifs aux droits de l'homme. Les Etats parties avaient également été instamment priés de reconsidérer ces réserves en vue de renforcer l'application de tous les traités relatifs aux droits de l'homme. Le Comité a par conséquent estimé qu'il fallait préciser que la préoccupation particulière du Comité était d'obtenir une opinion qui puisse aider les gouvernements à reconsidérer leurs réserves en vue de les retirer.

3. Le Comité a donc décidé qu'il devait appuyer les mesures prises en commun avec d'autres organes créés en vertu des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme en vue de solliciter une opinion consultative de la Cour internationale de Justice qui préciserait la question des réserves aux traités relatifs aux droits de l'homme et aiderait ainsi les Etats parties à ratifier et à appliquer ces instruments internationaux. Une telle opinion aiderait aussi le Comité dans son examen des progrès réalisés dans la mise en oeuvre de la Convention.

Note

a/ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-septième session, Supplément N° 38 (A/47/38), sect. I.